



**Consultation publique de l'ARCEP  
sur les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à  
très haut débit en fibre optique en dehors des zones très denses**

**Réponse de Somme Numérique**

Somme Numérique tient en préalable à préciser à l'ARCEP l'extrême importance qu'il accorde à la mutation vers le très haut débit. Celle-ci doit se faire dans les meilleurs délais, pour l'ensemble des habitants, entreprises et services publics du territoire, dans des conditions économiques acceptables pour en bénéficier.

La démarche de notre syndicat mixte vise à équilibrer autant que faire se peut les conditions d'accès aux meilleurs services sur l'ensemble du territoire départemental, dont on sait que les conditions d'aménagement y sont très variables. Nous regrettons en conséquence le maintien du postulat de concurrence par les infrastructures. Nous souhaitons que le régulateur utilise au maximum l'arsenal législatif permettant de contraindre les opérateurs à ne pas émietter le territoire en fonction des zones de rentabilité supposée.

En l'état, le projet de décision comble le manque de visibilité sur la localisation du point de mutualisation et les relations entre acteurs, mais ne donne pas de réelle garantie de couverture effective par les opérateurs privés. Somme Numérique ne pense pas nécessaire d'appliquer de nouvelles contraintes aux réseaux d'initiative publique, notamment en termes d'obligations de co-investissements. Ces réseaux ont vocation à jouer le rôle d'agent fédérateur et mutualisant des acteurs souhaitant investir sur les territoires. Ces contraintes, qui paraissent légitimes entre opérateurs de détail nationaux pour pousser à une mutualisation, ne doivent pas être disproportionnées et potentiellement à risque pour les opérateurs de gros, neutres, locaux qui n'ont pas le droit de fournir librement des services de détail que sont les réseaux d'initiative publique.

C'est pourquoi Somme Numérique demande des modifications au projet de décision.

## **1 Couverture par les opérateurs privés**

Le projet de décision, dans sa rédaction actuelle, comporte des marges d'incertitudes élevées:

- l'opérateur qui veut couvrir un territoire doit demander un avis à la collectivité mais n'a pas à indiquer quand il prévoit de couvrir les mailles qu'il définit. Sans mécanisme de recours et de pénalités, les engagements risquent de n'être que des « pare feu » posés contre l'expression d'une éventuelle initiative publique là où les intérêts privés sembleraient menacés.

- le délai pour « couvrir » une « zone arrière de point de mutualisation » est très long, pouvant aller jusqu'à 5 ans. Ceci ne donne aucune visibilité aux utilisateurs du territoire concerné (implantation d'une TPE, achat d'un immeuble bâti, immeuble neuf à construire...) et risque de reproduire des « zones blanches de la fibre »
- la « couverture » de la maille ne va pas jusqu'en limite de propriété. L'immeuble (ou l'opérateur commercial qui lui répercutera) aura donc à supporter un coût d'accès pour aller se raccorder au réseau horizontal. L'expérience des limites du service universel montre que ces coûts peuvent rapidement atteindre plusieurs milliers d'euros.
- l'opérateur n'a aucune obligation d'équiper les immeubles, et s'intéressera de fait seulement aux plus importants d'entre eux. Il semble ainsi acquis que les opérations seront plus vite rentables dans les zones les plus denses. Nous pensons qu'un autre schéma pourrait tenter de cibler prioritairement les zones où la desserte ADSL n'est pas satisfaisant. **Nous revendiquons une réelle capacité à négocier avec les opérateurs la meilleure façon de couvrir nos territoires, dans le respect des partenaires, dans un souci de réduction des coûts de déploiement et de rationalisation des montants investis.**

Si les opérateurs peuvent sélectionner trop finement les zones où ils vont investir, cela va créer des inégalités potentiellement explosives sur le terrain, d'une rue à l'autre, d'un immeuble à l'autre. Si le locataire ou le propriétaire d'un appartement doit faire financer le fibrage de son petit immeuble, plus le raccordement dans la rue, alors que cette opération aura été gratuite pour d'autres, vers qui se tournera-t-il ? Le très haut débit ne doit pas rester longtemps un luxe, et ces inégalités seront très mal acceptées.

Le programme national « très haut débit » tente de dissuader les collectivités d'investir là où les opérateurs privés veulent le faire. Ce serait un comble de venir ensuite les chercher pour boucher les trous résultant de cette approche. Nous réaffirmons notre souhait que les collectivités disposant de leur outil juridique et technique d'aménagement du territoire soient reconnues dans leur vocation à participer activement à la répartition sur le territoire des investissements de toutes origines.

Par ailleurs, il est évident que, comme le réseau cuivre, le réseau fibre en milieu urbain a vocation à relier non seulement les logements, mais tous les locaux. Il serait « économiquement sous-optimal » de créer un autre réseau pour desservir les locaux professionnels (commerces, professions libérales, services publics, TPE et PME...) qui sont intimement mêlés aux logements dans le tissu urbain, sans parler des changements d'affectations. Et si l'opérateur desservant une zone arrière établit la desserte mais n'ouvre pas son réseau aux autres opérateurs pour des offres professionnelles, il s'agirait d'un « comportement anticoncurrentiel » sur ce réseau non susceptible de réplique.

Somme Numérique demande en conséquence que la décision sur les zones moins denses impose aux opérateurs :

- de publier des informations réalistes et précises (dates de livraisons prévisionnelles etc) et de créer les conditions de recours et de pénalités
- de desservir effectivement l'intégralité des logements et locaux situés dans la zone arrière de leurs points de mutualisation (sous réserve d'obtention des autorisations des immeubles)
- de négocier leurs interventions dans le cadre des SDTAN et des schémas régionaux pour obtenir un effet raisonnable de péréquation territoriale et de réponse aux besoins exprimés en matière de débit suffisant.

## **2 Obligation des réseaux d'initiative publique en matière de co-investissement**

Le projet de décision justifie l'obligation de proposer le co-investissement sur deux risques de « comportements anticoncurrentiels et économiquement sous-optimaux ». D'une part, le détenteur d'un réseau « non susceptible de réplique » pourrait pratiquer un prix d'accès bien supérieur au prix d'équilibre et se réserver une rente de monopole, ce qui augmenterait « mécaniquement les prix supportés in fine par les consommateurs ». D'autre part, il pourrait se livrer à des « abus d'évictions » vis à vis de ses concurrents pour fournir le service.

**Ces deux risques ne concernent pas les réseaux d'initiative publique**, en ce qu'ils ont une quasi-interdiction de fournir le service, qu'ils ont des obligations législatives d'égalité de traitement, indépendamment des analyses de marché, et qu'ils sont justement mis en œuvre pour que le prix supporté par le consommateur ne soit pas trop élevé, ni trop différencié selon les zones.

En clair, un réseau d'initiative publique qui adopterait ces « comportements anticoncurrentiels et économiquement sous-optimaux » serait dans l'illégalité, et raterait sa cible.

On peut craindre à l'inverse que des obligations strictes de faire appel au co-investissement entraînent des effets d'écrémage ou une perte de rentabilité des investissements publics. Elles devraient s'accompagner de contreparties de la part des opérateurs de détail, et d'une réglementation spécifique s'appliquant aux gestionnaires de RIP titulaires de concessions de longue durée.

Si un opérateur co-investisseur peut choisir les zones arrières les moins chères d'un projet de réseau d'initiative publique, il va mettre fin à la péréquation qui permet un traitement à large échelle, cohérent, avec un niveau de subvention réduit. Cela peut aller jusqu'à remettre en cause les fondements du projet. De plus, les parts de marché des opérateurs de détail étant extrêmement différenciées en dehors des zones très denses, leur appétence à co-investir sera très variable. Il est à craindre que dans beaucoup de cas, un seul acteur souhaite pratiquer le co-investissement. Sa position nationale dans le détail comme dans le gros le mettrait alors dans un rapport de force très inégal avec la collectivité.

En conséquence Somme Numérique demande que le rôle les fonctions et obligations des collectivités et des gestionnaires de réseaux publics concédés fassent l'objet d'un examen plus conforme à leur rôle spécifique dans le jeu des acteurs du déploiement du très haut débit.

A Amiens le 13 Juillet 2010-07-13

Le président de Somme Numérique

Jean François VASSEUR